

ANNEXE
PRINCIPALES REMARQUES SUR LE PROJET DE PLAN RÉGIONAL DE PRÉVENTION ET DE GESTION
DES DÉCHETS DE LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

I. Remarques relatives à la parfaite conformité réglementaire du projet de PRPGD :

- Il conviendrait de **mettre à jour les données sur les projets officiels** des installations de gestion des déchets indiquées en page 187 du document. En effet, plusieurs projets indiqués ne sont plus aujourd'hui des projets mais des installations autorisées [ex : plateforme de broyage de traverses de chemin de fer dans le 41, centre de tri – transit – regroupement sur le site du BRGM à Orléans (45), STECO POWER - projet de mise en place d'un broyeur à batteries usagées sur la commune d'Outarville (45), plateforme de compostage à Heugnes (36), société SPL Chartres Métropole Energies à Gellainville (28)] (*Article R. 541-16 I-1°- e du code de l'environnement*) ;
- **La stratégie concernant les installations de stockage de déchets inertes n'est pas suffisamment lisible** (*Article R. 541-16 I-5° du code de l'environnement*) ;
- **Aucune évaluation des impacts des situations exceptionnelles, ni sur les volumes de déchets produits, ni sur le système de traitement (vulnérabilité de la collecte, du transport et des installations de traitement) en lui-même n'est proposée. Aucune précision concernant l'organisation de la collecte n'est donnée.** Il conviendra également de veiller à intégrer dans la sous-action 25B l'identification des installations de traitement des déchets dont le fonctionnement serait susceptible d'être impacté par une situation de crise (*Article R. 541-16 II du code de l'environnement*) ;
- En terme de dérogation à la hiérarchie des modes de traitement des déchets, il conviendrait en vue de l'intégration du PRPGD au futur SRADDET, d'indiquer dans le projet de plan la possibilité, pour les producteurs et les détenteurs de déchets, de déroger à la hiérarchie des modes de traitement des déchets définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement pour certains types de déchets spécifiques, en la justifiant compte tenu des effets globaux sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques (*Article R. 4251-12 du code général des collectivités territoriales*).

II. Remarques sur les sujets structurants du projet de PRPGD :

Afin d'éviter tout risque de contentieux sur l'utilisation des verbes « autoriser ou interdire » qui ont une portée juridique forte en installations classées pour la protection de l'environnement puisque c'est le préfet qui autorise ou non une installation, le PRPGD pourrait utilement substituer ces deux verbes par « permettre et ne pas permettre / créer et ne pas créer ».

a) Réduction de l'enfouissement des déchets non dangereux non inertes

Il convient de mettre à jour les données suivantes :

- Le site SUEZ RV situé à Orval (18) est d'ores et déjà arrêté ;
- La date de fin d'exploitation du site VEOLIA SODEC situé à Saint-Hilaire-de-Court (18) est reportée au 25 novembre 2020 au lieu du 25 juillet 2018. Sa capacité annuelle de 40 000 tonnes est à prendre en considération pour le calcul des capacités autorisées à l'horizon 2020 ;
- L'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) SUEZ RV de Prudemanche (28) bien que mise en sommeil n'a pas cessé son activité de stockage. Sa capacité annuelle est à comptabiliser dans les capacités des ISDND autorisées ;
- La société ECOVALIS à St Aignan des Gués n'existe plus et a été remplacée par TERRALIA (changement d'exploitant en 2015).

L'excédent des capacités en 2020 est alors de 456 684 tonnes et en 2025 de 121 917 tonnes.

b) Capacité d'incinération avec valorisation énergétique

Il conviendrait de quantifier la capacité des incinérateurs de déchets non dangereux non inertes avec valorisation énergétique à préserver sur la durée du plan afin d'assurer la valorisation énergétique des déchets qui ne peuvent être recyclés.

c) Valorisation sous forme de matière de 70 % des déchets du BTP en 2020

Le décret 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au PRPGD fixe comme objectif une valorisation sous forme de matière de 70 % des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics en 2020. Dans l'objectif 18 du projet de PRPGD, l'objectif fixé est de « *réutiliser ou recycler 100% des bétons de démolition en 2025* ». Or, l'état actuel des techniques permet un taux de recyclage des bétons de démolition de l'ordre de 50 %. Ainsi, au regard des avantages incontestables pour l'environnement qu'offre le recyclage du béton dans le béton (réduction des extractions de granulats dans les vallées), et en vue d'atteindre les objectifs réglementaires, une modification de la règle du projet de PRPGD est à apporter pour tenir compte des délais liés au développement de nouvelles techniques de recyclage. La règle modifiée pourrait être la suivante : *"orienter 100 % du gisement de béton de démolition vers le réemploi ou vers une filière de recyclage à horizon 2025"*.

d) Gestion en région Centre-Val de Loire de déchets issus des travaux du Grand Paris

S'agissant de la gestion de terres polluées produites ou non en région, le projet de PRPGD pourrait mettre l'accent sur le fait que des installations de traitement de terres polluées sont présentes dans la région et que cet atout permet de limiter les quantités de déchets éliminées en Installations de stockage de déchets en produisant des déchets valorisables en carrière ou pouvant être admis en installation de stockage de déchets inertes, après traitement.

e) Combustibles Solides de Récupération (CSR)

Pour ce qui est de la valorisation énergétique des déchets qui ne peuvent être recyclés sous forme matière par la mise en place de filières de Combustibles Solides de Récupération (CSR), **le projet de plan prévoit sans réelle justification d'interdire l'utilisation de CSR produits dans les départements limitrophes à la région Centre-Val-de-Loire, ce qui n'est pas cohérent avec la position adoptée pour les autres déchets couverts par le plan.**

Cette position paraît contraignante pour le département du Loiret puisque des départements limitrophes (Essonne notamment) produisent des CSR sans avoir de débouchés au niveau local à ce jour.

III. Remarques relative au rapport environnemental

Il convient de mettre en cohérence les informations communes avec le projet de PRPGD et ce document.

Dans la partie d'évaluation des impacts liés aux enjeux environnementaux, il est indiqué que la gestion des déchets produits ou traités en région Centre Val-de-Loire en 2015 présente un impact négatif pour le compartiment « pollution de l'air » : cela paraît surestimé étant donné que les émissions présentées représentent moins de 1 % des émissions totales régionales. Il convient donc de mettre à jour le chapitre air et les données correspondantes dans la partie synthèse au point B.3.13.

Par ailleurs, compte tenu des résultats des analyses menées sur le compartiment pollution des eaux superficielles et souterraines, et du lien de celui-ci avec la qualité des sols, il convient de classer ce compartiment en enjeu prioritaire.

L'impact des mesures de prévention des déchets exposées dans le projet de plan n'est pas quantifié, or celles-ci permettraient une amélioration non négligeable de l'impact sur le climat. Ainsi, l'atteinte de l'objectif 4, relatif au gaspillage alimentaire, pourrait permettre- à l'horizon 2031- un gain d'environ un million de tonnes équivalent CO₂, tandis que l'ensemble des mesures du plan prises en compte dans le rapport - hors prévention des déchets - est chiffrée à quelques dizaines de tonnes.

IV. Remarques sur le Plan Régional d'Action en faveur de l'Économie Circulaire (PRAEC)

Il aurait été pertinent de tenter d'établir un échéancier pour chaque action du PRAEC et chiffrer la mise en œuvre des actions pour avoir une esquisse de budget global.